

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

PAR LE

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Du 17 au 18 juin 2009

Conseillers et confrères,

Comme toujours, les derniers mois ont été un tourbillon d'activités, entre autres avec les congrès des divisions qui se tenaient d'un bout à l'autre du pays. Cette année, les membres du SCFP participent plus que jamais à des rassemblements, manifestations, mesures d'appui aux grèves et diverses campagnes électorales et de riposte. Après avoir sillonné le pays pour être avec les membres qui discutaient de politique et de stratégie à leurs congrès de division, nous en sommes maintenant aux derniers préparatifs pour le prochain congrès national qui se tiendra en octobre, à Montréal. Ce congrès promet d'être enthousiasmant et marquant, car nous nous apprêtons à tourner une page de notre histoire.

Dans le contexte de la pire récession de leur vie, les membres du SCFP vivent des négociations parmi les plus difficiles que nous ayons vues depuis longtemps. Les troubles économiques commencent à se faire ressentir dans tous les secteurs du SCFP et nos membres réagissent partout au pays.

À Windsor, plus de 1 800 travailleurs municipaux membres du SCFP livrent une lutte féroce pour conserver les avantages sociaux de retraite des nouveaux employés. Au moment de rédiger le présent document, il y a sept semaines que ces membres ont cessé le travail. Ils sont déterminés à remporter cette bataille pour l'avenir des membres du SCFP. Sur la côte Est, le SCFP du Nouveau-Brunswick riposte à un gouvernement provincial qui tente de contourner le processus de négociation collective en décrétant des gels salariaux et en interdisant le droit de grève. En Colombie-Britannique, 3 500 paramédics poursuivent leur grève entamée le 1^{er} avril pour corriger les disparités salariales qui créent des pénuries de personnel et compromettent les services médicaux d'urgence.

À l'heure actuelle, les agents de bord d'Air Canada membres du SCFP mènent de dures négociations et luttent contre les concessions exigées par l'employeur. À la Ville de Toronto, les sections locales 416 et 79 ont reçu de très solides mandats de grève pour convaincre la Ville de renoncer à ses concessions. En Saskatchewan, le

Conseil de la santé du SCFP-Saskatchewan a dû demander un mandat de grève après presque un an sans progrès à la table de négociation. En même temps, les membres doivent composer avec une dure loi du travail qui restreint sévèrement leur droit de grève. Et partout au pays, les membres du SCFP luttent contre les suppressions de postes, la sous-traitance et les PPP.

Nous savions que la récession, qui a commencé dans les marchés financiers, se fraierait un chemin jusqu'à nos tables de négociation. Et le processus est entamé. Mais, comme je l'ai dit aux congrès de division ce printemps, le SCFP est prêt.

Notre Caisse nationale de grève s'établit maintenant à 38 millions de dollars. En outre, nous avons créé un Fonds de « riposte » de 2,5 millions de dollars, que nous avons séparé de nos autres fonds pour le protéger et pour qu'il soit là quand vous en aurez besoin. Ce Fonds de riposte spécial est destiné spécifiquement aux luttes provinciales, lorsque nos droits syndicaux et nos droits de négociation seront menacés, comme ils le sont en ce moment au Nouveau-Brunswick. Il est conçu pour fonctionner de concert avec nos autres fonds de campagnes, de soutien aux négociations et d'appui à la grève, et non pour les remplacer. De plus, au dernier congrès national, nous avons créé le Fonds anti-privatisation, qui est prêt à allouer de l'argent aux campagnes des divisions provinciales et à la planification de campagnes en cours dans chaque province.

Nous sommes entrés dans cette récession financièrement plus solides que nous ne l'avons jamais été dans toute notre histoire. Bien entendu, nous avons subi, dans une certaine mesure, les effets de marchés financiers chaotiques. Toutefois, comme vous le constaterez à la lecture du présent rapport, nous maintenons le cap sur notre stratégie de création d'un avoir immobilier plus important en achetant des bureaux. Nous continuons aussi de réduire notre passif en matière d'obligations pour nos futurs retraités et de gérer nos ressources d'exploitation en fonction de notre budget. C'est ce qui nous a permis de disposer de plus d'argent pour accomplir notre travail essentiel de lutte contre la privatisation et de riposte aux attaques lancées contre nos droits fondamentaux et notre droit à la libre négociation collective. En même temps, nous avons pu venir en aide à des organismes de bienfaisance et à nos partenaires de coalition, conformément à nos responsabilités en tant que plus grand syndicat du Canada et à nos valeurs de militantisme pour la création d'un monde meilleur.

Au cours des dernières années, des surplus d'exploitation annuels nous ont permis de faire des dons aux victimes de désastres naturels, en plus de donner à OXFAM et au Musée canadien des droits de la personne, entre autres. Cette année ne sera pas différente. À l'heure actuelle, nous sommes en mesure de faire un don de 10 000 \$ pour venir en aide aux victimes du récent tremblement de terre qui a secoué la région des Abruzzes, en Italie.

Station 20 West

Dans le passé, nous avons aussi été en mesure de fournir des prêts et des garanties de prêt à nos partenaires politiques et de coalition. Et je suis fier de confirmer que nous pouvons investir dans un projet enthousiasmant qui modifiera le centre-ville de Saskatoon et changera radicalement la vie de ses citoyens.

Le projet Station 20 West est un projet de développement sans but lucratif de services communautaires et de logements à coût abordable. Il vise à corriger des problèmes de pauvreté et de santé, ainsi qu'à permettre à des organisations communautaires de travailler ensemble au cœur des communautés qu'elles servent, tout en fournissant des services et des avantages à la population des quartiers pauvres de Saskatoon. Le projet aura une certification LEED et transformera un lieu urbain pollué en exemple de vie écologique et de technologies vertes.

Pourtant, aucun ordre de gouvernement n'est prêt à appuyer ce projet en y injectant des fonds. La Saskatchewan a refusé d'y investir après les élections qui ont donné un régime conservateur à la population de la Saskatchewan. Les gens de Saskatoon se rassemblent donc pour réaliser le projet eux-mêmes et, bien sûr, le SCFP fait sa part. Nous sommes le syndicat des communautés, nous servons les communautés et notre travail sert à édifier des communautés dynamiques.

Grâce à la stabilité de notre situation financière, nous avons pu offrir un don de 100 000 \$ au projet Station 20 West et nous continuons de travailler avec les promoteurs à trouver les capitaux nécessaires à la réalisation du projet. Nous pouvons utiliser nos ressources à bon escient et compléter les services qu'offrent les membres du SCFP dans la collectivité. Nous allons même plus loin, en travaillant avec nos partenaires de coalition pour corriger les problèmes de pauvreté, de santé et de qualité de vie au centre-ville de Saskatoon.

Nous pouvons faire tout cela, tout en veillant à ce que les fonds consacrés au militantisme mentionnés ci-dessus demeurent solides et prêts à servir nos membres lorsqu'ils en ont besoin.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 MARS 2009

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2009 se situait à 103,7 millions de dollars, comparativement à 101,9 millions de dollars au 31 décembre 2008. Le solde bancaire au 31 mars 2009 était de 8,0 millions de dollars, comparativement à 3,9 millions de dollars au 31 décembre 2008. La perception de la capitation a été importante au premier trimestre, ce qui a contribué à l'augmentation significative du solde bancaire. Le solde des placements est resté presque inchangé par rapport au 31 décembre 2008 et s'établit à 21,5 millions de dollars. Il faut souligner qu'avec la

turbulence économique, nous avons subi une perte d'environ 200 000 \$ de la valeur marchande de nos placements au cours des trois premiers mois de 2009. Cette diminution représente un déclin d'un peu moins de 1 %, ce qui est beaucoup mieux que le déclin de 3 % de la Bourse de Toronto et que la chute de 13 % du Dow Jones au cours du dernier trimestre. Nos placements ne sont pas dans des valeurs boursières, mais bien dans des obligations. Nous avons continué à investir dans des actifs immobiliers au dernier trimestre, avec des paiements pour la construction de l'édifice de Fredericton qui totalisent 317 000 \$. À la toute fin du trimestre, nous avons fait un paiement de 600 000 \$ pour l'achat d'un terrain et d'un édifice à Halifax. Ce montant est inscrit comme une dépense payée à l'avance dans ce trimestre et sera reconnu comme avoir immobilier le 1^{er} avril, à la conclusion de l'entente.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 67,3 millions de dollars au 31 mars 2009, comparativement à 66,5 millions de dollars au 31 décembre 2008.

Passif non capitalisé

Dans le budget de 2005, nous avons prévu mettre suffisamment d'argent de côté pour capitaliser le coût des prestations futures de nos employés. Nous avons qualifié ce plan de « feuille de route » parce qu'il est basé sur des objectifs clairs qui nous permettront de relever un très grand défi et d'atteindre notre but.

Nous suivons cette feuille de route depuis cinq budgets annuels maintenant. Malheureusement, des événements économiques externes nous ont empêchés d'atteindre nos cibles. Notre objectif était une provision de 26 % des obligations reflétées dans notre bilan d'ici la fin de 2011. Depuis 2005, nous avons mis de côté un total de 5 320 000 \$ (fin de 2008). Ce placement a produit une provision de 34,2 millions de dollars pour des obligations de 186,6 millions de dollars ou 18 %.

Nous prenons du retard pour deux raisons principales. Premièrement, nos obligations augmentent plus rapidement que prévu à cause de la hausse du coût des soins de santé. Deuxièmement, avec la crise financière générale des dernières années, notre montant de 5 millions de dollars en capital investi n'augmente pas au rythme que nous avons prévu. Les syndicats font le point sur la situation et, dans leur rapport de 2009, ils nous présenteront des recommandations à cet égard. Nous devons tenir compte de cette situation pour le reste de 2009 et nous prendrons les mesures voulues pour combler le manque à gagner dans le processus budgétaire de 2010.

Le solde de la Caisse générale au 31 mars 2009 était de 36,5 millions de dollars, comparativement à 35,4 millions de dollars au 31 décembre 2008. De ce montant, 5,7 millions de dollars représentent l'argent limité à un usage spécifique (participation aux congrès, riposte, anti-privatisation et édifices régionaux) et 29,9 millions de dollars sont investis dans des immobilisations.

Nous terminons néanmoins le premier trimestre de 2009 avec un surplus d'exploitation de 1,0 million de dollars, après une mise en réserve des 250 000 \$ prévus pour le Fonds pour les édifices régionaux. Notre surplus est le résultat d'un ensemble de facteurs, le premier étant que les revenus de capitation, incluant la capitation à recevoir prévue, étaient supérieurs au budget de 1,4 million de dollars (3,9 %).

En même temps, les dépenses totales pour la période étaient inférieures au budget de 1,3 million de dollars (3,4 %). Mais nous ne nous attendons pas à ce que les dépenses continuent à être inférieures au budget pendant tout l'exercice.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

- Les dépenses consacrées à la lutte à la privatisation ont été **inférieures au budget** de 375 000 \$ jusqu'à maintenant dans l'exercice. Toutefois, les chiffres représentent le temps nécessaire à la planification et au lancement des nombreuses campagnes de lutte à la privatisation au pays. Nous pensons que le budget sera entièrement dépensé d'ici la fin de l'exercice.
- En général, les salaires et les avantages sociaux sont **inférieurs au budget** de 423 000 \$ ou 2 %. Les salaires sont inférieurs au budget de 412 000 \$ ou 2,6 % et les avantages sociaux sont inférieurs au budget de 12 000 \$ ou 0,2 %. Les salaires du SCP sont inférieurs à 157 000 \$ (1,6 %), ceux du SPTA sont inférieurs à 167 000 \$ (8,7 %) et ceux du SEPB sont inférieurs à 76 000 \$ (2,1 %). Cette situation est due en grande partie au fait que les hausses de dotation en personnel sont budgétées pour l'ensemble de l'exercice, sans tenir compte du processus, des entrevues et des procédures d'embauchage pour les nouveaux postes pendant le premier trimestre.
- Les dépenses consacrées aux divisions provinciales ont été **inférieures au budget** de 415 000 \$, tout simplement à cause d'un écart entre le moment où les dépenses sont budgétées et le moment où les paiements sont faits.
- Les dépenses électorales étaient **inférieures au budget** de 146 000 \$ parce que nos activités représentées dans ce poste budgétaire commencent à peine ou n'ont pas encore eu lieu.
- Par ailleurs, les frais de déplacements d'affaires ont été **supérieurs au budget** de 517 000 \$ ou 31 %. Ce dépassement est préoccupant, car il est aussi supérieur de 339 000 \$ ou 18,5 % à celui de la même période pour l'exercice précédent. Il s'agit en partie d'un écart temporaire, mais nous sommes aussi inquiets en ce qui concerne l'ampleur des dépassements dans certaines régions et nous assurons un suivi direct avec ces régions.

Caisse nationale de défense

L'actif total de la Caisse nationale de défense s'élevait, au 31 mars 2009, à 7,6 millions de dollars, comparativement à 7,3 millions de dollars au 31 décembre 2008. Le passif totalisait 6,3 millions de dollars, ce qui donne un solde pour la Caisse de 1,3 million de dollars.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national pour le premier trimestre de l'exercice se sont élevés à 540 000 \$, ce qui équivaut à 23 % du montant de 2,3 millions de dollars du budget annuel. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 437 000 \$, pendant que celles des initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 268 000 \$. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie, elles s'élevaient à 103 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 mars 2009 s'élevait à 39,7 millions de dollars, comparativement à 37,6 millions de dollars au 31 décembre 2008. Cet actif était formé de 4,0 millions de dollars en liquidités, de 1,6 million de dollars en comptes de capitation et comptes débiteurs et de 33,9 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 2,9 millions de dollars, et un compte créditeur de 174 000 \$ à la Caisse générale et un de 41 000 \$ à la Caisse de défense. Ainsi, au 31 mars 2009, le solde de la Caisse s'établissait à 36,5 millions de dollars, comparativement à 34,1 millions de dollars au 31 décembre 2008.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placements, étaient de 3,0 millions de dollars. Quant aux dépenses, elles étaient de 1,2 million de dollars, ce qui donne un léger surplus pour la période de 1,8 million de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Au moment de rédiger ces lignes, il y a trois grèves en cours qui touchent plus de 5 000 membres du SCFP.

En Colombie-Britannique, 3 500 paramédics ambulanciers, membres de la section locale 873 du SCFP, sont en grève depuis le 1^{er} avril. Les membres luttent pour obtenir la parité salariale avec d'autres travailleurs des services d'urgence et pour des questions de pénurie d'ambulances et de sécurité d'emploi. L'insuffisance des salaires actuels a mené à une crise de recrutement et de maintien en poste chez les paramédics, ce qui met tout le système en péril. Les services ambulanciers continuent à cause de la loi sur les services essentiels. Le gouvernement a refusé

de venir à la table pendant les dernières élections provinciales et la section locale 873 a suggéré d'avoir recours à un médiateur indépendant pour régler le conflit. Entre-temps, le gouvernement provincial menace encore plus des services d'urgence en limitant les contrôles de sécurité des véhicules.

Le 15 avril, les membres de la section locale 82, cols bleus de la Ville de Windsor, ont débrayé pour protester contre les concessions exigées par l'employeur. Le 18 avril, les 369 grévistes ont été rejoints par 1 300 cols blancs, membres de la section locale 543. Les deux sections locales résistent à une demande de l'employeur qui veut instaurer un système à deux vitesses d'avantages sociaux à la retraite, une proposition qui ne permettrait pas à la Ville de Windsor d'économiser avant environ 30 ans. Le syndicat a proposé l'arbitrage exécutoire, mais l'employeur est demeuré intraitable jusqu'à maintenant.

Les six membres de la section locale 3372 sont rentrés au travail le 26 mars, après avoir accepté le recours à l'arbitrage exécutoire. Les travailleurs de cafétéria du centre forestier Hugh John Flemming au Nouveau-Brunswick avaient mené une grève de 50 jours pour lutter contre des salaires inéquitables. On ne connaît pas encore le résultat de l'arbitrage.

Les membres de la section locale 2096, de la Brandon Clinic Medical Corporation, au Manitoba, sont rentrés au travail le 16 mars après avoir ratifié une nouvelle entente qui prévoit des hausses salariales de 6 %, 4 % et 4 % en 2008, 2009 et 2010 respectivement.

Les membres lockoutés de la section locale 2254 de Grand Forks, en Colombie-Britannique, ont repris le travail le 20 mars, l'employeur ayant accepté la médiation. Les cinq employés du conseil de la bibliothèque de Grand Forks avaient été mis en lock-out après avoir refusé les concessions exigées par l'employeur. Une nouvelle convention collective ratifiée le 10 mai prévoit des hausses salariales, une bonification des avantages sociaux et l'amélioration des droits d'ancienneté et des clauses de harcèlement.

RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION

Les retards de capitation de mars 2009 totalisaient, au 15 mai, 5 839 928,60 \$, une baisse de 723 264,33 \$ ou 11,02 % par rapport aux retards de janvier 2009.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Au cours des trois derniers mois, le Service de la technologie a continué à se pencher sur des projets de développement et de fonctionnement.

L'essai de redéveloppement du système de capitation ayant donné de bons résultats, nous pensons mettre en œuvre le nouveau système au cours de l'été. En outre, la mise à jour du système d'inscription au congrès est bien amorcée. Cette version modernisée offre de nombreux avantages par rapport à l'ancien système, ne serait-ce que par la réduction de sa complexité.

Notre système de paie, appelé « Just Pay », en est aussi aux étapes finales, tout comme le nouveau système d'information des ressources humaines.

Le Service de la technologie a été tenu très occupé par plusieurs déménagements de bureaux partout au Canada, notamment le nouveau bureau régional de Fredericton. Nous continuons également à élaborer notre plan de secours après sinistre, ainsi qu'à mettre à niveau et à consolider le réseau pour nos bureaux de tout le pays, afin d'offrir la pleine connectivité à tous les employés du SCFP.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

La transaction d'achat du nouvel édifice de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, s'est conclue avec succès le 1^{er} avril 2009. Le début des améliorations locatives est prévu pour le milieu de 2009. Notre objectif pour l'achèvement des améliorations et le déménagement du bureau régional de l'Atlantique est le début de l'automne 2010, ce qui coïncidera avec la fin du bail des locaux actuels.

La construction du nouveau bureau régional des Maritimes à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, était terminée à 95 % à la mi-mai. Le déménagement est prévu pour le 28 mai et la vente des locaux actuels devraient se conclure le 31 mai.

À Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, la construction du nouvel édifice commencera la dernière semaine de mai pour se terminer en septembre 2009.

Le contrat d'achat du terrain pour le bureau régional de l'Ontario, à Toronto, est à l'étude par des avocats. Nous comptons avoir le terrain par contrat avant la fin de mai et commencer la diligence raisonnable le 1^{er} juin 2009.

Au Manitoba, les dessins d'exécution des améliorations au bureau de Brandon sont commencés. L'achat de l'édifice sera terminé en avril 2010, mais la construction devrait commencer au milieu de l'été 2009 et se terminer au début de l'automne.

Après la réunion, en avril 2009, de tous les participants au projet de Victoria, en Colombie-Britannique, la plupart des représentants à la table ont convenu que le projet devait être suspendu pour le moment, compte tenu de ses coûts prohibitifs. Parmi les principaux facteurs qui ont fait grimper les coûts, on peut mentionner le

prix du terrain pour un édifice de dimensions plutôt modestes, conséquence directe du petit nombre de participants au projet. Chacun a accepté de conserver le terrain pour le moment, étant donné le climat économique actuel.

Baux

Au bureau régional du Québec, à Montréal, nous prévoyons acquérir 1 500 pieds carrés de plus de locaux à bureaux et nous entreprendrons des rénovations pour répondre à nos besoins croissants.

À Sherbrooke, au Québec, l'AIFTQ construira un nouveau complexe de trois étages de 19 197 pieds carrés qui logera plusieurs syndicats : le Fonds de Solidarité, les Métallos, quelques syndicats des métiers de la construction et les TUAC. Le SCFP sera l'un des participants au projet et achètera environ 1 800 pieds carrés dans l'édifice, dans le cadre d'une structure de location-achat. L'occupation du nouvel édifice est prévue pour juin 2010, ce qui coïncidera avec la fin du bail des locaux actuels (30 juin 2010).

Toujours au Québec, à Rouyn, l'AIFTQ construira un édifice de trois étages pour loger, entre autres participants possibles, la FTQ Construction, les Métallos et les sections locales 957, 1500 et 2000 du SCFP. Nous acquerrons 2 500 pieds carrés dans cet édifice, en location-achat. Nous négocions présentement les conditions de prolongation du bail actuel avec le bureau de Rouyn, qui prend fin le 30 juin 2009. L'occupation du nouvel édifice est prévue pour décembre 2009 ou janvier 2010.

À Pembroke, en Ontario, les dessins d'exécution ont été envoyés à l'hôtel de ville afin d'obtenir le permis pour les améliorations locatives nécessaires. L'occupation devrait avoir lieu en août 2009.

À Niagara, en Ontario, la construction des améliorations locatives avance comme prévu. L'occupation des lieux agrandis est prévue pour la mi-juin 2009.

À Peterborough, en Ontario, l'achèvement de la construction et l'occupation ont été reportées au 22 juin 2009.

À Hamilton, en Ontario, nous poursuivons notre diligence raisonnable et étudions les possibilités de relocalisation du bureau actuel à la fin du bail (31 janvier 2011).

À Timmins, en Ontario, les plans d'améliorations locatives pour les nouveaux bureaux sont terminés et le prix est en cours de détermination. L'occupation est prévue pour l'automne 2009.

Nous nous efforçons de corriger les problèmes de qualité de l'air au bureau de Windsor, en Ontario, et nous étudions les possibilités de relocalisation avant la fin du bail actuel (31 août 2010).

À Prince Albert, en Saskatchewan, les négociations pour le bail du nouveau bureau sont terminées et les rénovations devraient être achevées en septembre 2009.

À Fort McMurray, en Alberta, nous avons repéré un site possible pour le nouveau bureau et nous sommes présentement en discussion avec le propriétaire. Si les négociations du bail se passent bien, nous pouvons prévoir la fin des améliorations locatives et l'ouverture du bureau à la fin d'août ou au début de septembre 2009.

CONGRÈS NATIONAL

L'envoi du préavis, qui inclut notamment l'appel de résolutions et les formulaires d'hébergement, a été posté aux sections locales au mois d'avril dernier. Le rappel du suivi des résolutions a été envoyé le 20 mai. L'envoi pour la convocation officielle est en préparation et sera envoyé le 7 juillet, conformément aux statuts. Les lettres de créance seront incluses dans l'envoi de convocation officiel.

Voyages WE, notre centrale d'hébergement officielle, s'occupe des réservations d'hôtel. Jusqu'à maintenant, l'hôtel Intercontinental est complet, et les réservations de chambres pour les autres hôtels se déroulent bien, surtout pour le Delta Centre-Ville, le Hilton Bonaventure, le Holiday Inn Select et le Holiday Inn Express.

Nous travaillons à la coordination de la logistique pour les détails comme les salles de réunion et l'aménagement de la salle du congrès, le matériel technique, les services d'interprétation et l'accessibilité.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

Formation des membres

Le printemps est une période occupée en ce qui a trait aux cours d'une semaine qui se donnent dans toutes les régions. La participation des militants a été élevée partout au pays. Cette année, nous avons offert de nouveaux ateliers destinés aux membres – « Communiquer le SFCP », une série sur l'apprentissage des délégués syndicaux et « Connaître les Premières Nations » – qui ont été très appréciés par les membres participants. La Direction du développement syndical a aussi terminé deux nouveaux ateliers sur les avantages sociaux et sur la négociation de l'égalité.

Notre travail d'alphabétisation syndicale se poursuit et il y a eu beaucoup d'activité sur ce front au cours des derniers mois. Nous avons mis au point du nouveau matériel promotionnel, avec un nouveau logo et un nouveau thème – « L'apprentissage au travail – c'est notre droit ». Le matériel a été envoyé aux sections locales du SFCP et est accessible sur scfp.ca.

La formation des membres-animateurs a eu lieu au Nouveau-Brunswick en mars et d'autres sont prévues en Saskatchewan et en Alberta en 2009. Nous cherchons toujours des façons d'offrir une formation additionnelle aux membres-animateurs et de les appuyer.

Formation du personnel

En mars, environ 15 nouveaux conseillers syndicaux ont participé, en Ontario, à un atelier sur les négociations collectives.

Le personnel du Manitoba a participé à quelques sessions de formation au début de mai et d'autres sont prévues en septembre avec George Lakey, de Training for Change. Le personnel de la Saskatchewan vient de terminer trois jours de formation sur le travail d'équipe et le leadership, au début de mai. Il y aura aussi trois autres jours en septembre avec George Lakey.

La formation conjointe du personnel de l'Atlantique et des Maritimes, celle de la Colombie-Britannique et de l'Alberta et la formation du personnel de l'Ontario auront lieu en juin.

Notre bibliothèque de prêt de Lancaster House Audio Conference CD s'avère très populaire auprès du personnel. Les plus récentes conférences étaient « L'arbitrage de différends : édification d'un meilleur processus » et « Cultures de conflit : la diversité au travail ».

Nous avons prolongé notre contrat avec WebEx, notre formation interactive sur le Web. Nous pourrions ainsi avoir plus de formateurs hôtes, ce qui permettra aux directeurs et au personnel d'offrir davantage de formation dans les régions.

Changements dans le personnel de la Direction du développement syndical

Le personnel de la Direction du développement syndical a connu quelques changements depuis notre dernier rapport. La consœur Josey Finley a remplacé, au poste de directrice générale intérimaire de la Direction, la consœur Jane Stinson, qui a pris sa retraite le 1^{er} juin 2009. Nous tenons à remercier la consœur Jane pour ses nombreuses années de service au SCFP. Nous avons organisé une magnifique fête en son honneur le 11 mai, pour souligner son extraordinaire contribution au SCFP et tout ce qu'elle a fait pour les membres du pays.

La nomination du confrère Denis Regimbald au poste permanent de conseiller de l'éducation à North Bay, en Ontario, a été confirmée. En Saskatchewan, la consœur Jacquie Griffiths remplace toujours de façon intérimaire le confrère Bill Robb, en affectation temporaire à l'organisation.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Quelques changements ont eu lieu au Conseil de fiducie mixte. En avril 2009, le confrère Tom Graham a remplacé la consœur Betty Jean Sutherland, qui a accepté un poste au SCFP. De plus, la consœur Maria Wahl, syndic nationale du SCFP, remplace la consœur Yolanda McLean.

À compter du 1^{er} janvier 2009, les retraités participant au Régime de retraite des employés du SCFP voient leurs prestations de retraite mensuelles augmenter de 0,058 % de l'indice des prix à la consommation (IPC), ce qui représente 50 % de l'IPC, conformément aux dispositions du régime actuel. L'augmentation est payable en juin 2009, rétroactivement au 1^{er} janvier 2009.

Le rapport aux membres de 2008 et la vérification de la caisse de retraite de 2008 seront présentés aux syndicats à la réunion de juin pour approbation. Les rapports seront affichés sur le site Web du Régime de retraite des employés du SCFP – www.rres.ca

Les relevés annuels de 2008, qui présentent les crédits et droits de retraite des participants, seront postés à tous les participants actifs en juin 2009.

Décès

C'est avec tristesse que nous soulignons le décès des personnes suivantes :

M^{me} Zulivia Holland, épouse du retraité Geoff Holland – 27 décembre 2008

Confrère Phillip Booker, retraité – 31 mars 2009

M^{me} Regina Hughes, épouse du retraité décédé Merlyn Hughes – 14 avril 2009

Retraites

Consœur Hélène Whisselle, bureau national – 1^{er} août 2009

Confrère Terry Goulding, bureau de New Glasgow – 1^{er} novembre 2009

Consœur JoAnn Collett, bureau national – 1^{er} novembre 2009

Consœur Diane Ouimet, bureau national – 1^{er} décembre 2009

Consœur Louise Leclair, bureau national – 1^{er} janvier 2010

Consœur Irene Harris, bureau de Kingston – 1^{er} janvier 2010

CONCLUSION

De nombreux membres du SCFP traversent des moments éprouvants. Que ce soit dans le contexte d'une communauté en difficulté, ou parce qu'un employeur se sert de la récession comme prétexte pour sabrer dans nos conventions collectives, les

membres du SCFP de tout le pays se mobilisent pour défendre leurs droits syndicaux et les avantages durement acquis dans leurs conventions collectives. Je suis fier du travail que nous avons accompli dans la mise en place de structures qui permettront de mieux soutenir le militantisme au SCFP, tout en ajoutant de nouvelles ressources pour combler les besoins réels des membres de la base. Mais nous regardons aussi vers l'avenir. Après tout, si nous sommes assez solides pour résister à la vague qui déferle sur nous, c'est parce que nous étions préparés. Nous devons donc aussi nous préparer à ce qui nous attend demain.

Dans cette perspective, je suis impatient de me retrouver avec 2 000 militants du SCFP à Montréal afin d'élaborer de nouvelles orientations et stratégies et, bien sûr, de déterminer collectivement les meilleurs moyens à prendre pour assurer notre avenir.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,



CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sepb 491